

Lundi 11 mai 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



le Trèfle

La dette publique française reste un débat qui dépasse les chiffres et interroge la souveraineté économique.

La France affiche une dette publique supérieure à 3000 milliards d'euros. Souvent présentée comme une menace majeure, cette situation doit être analysée au regard de sa nature réelle et du cadre institutionnel de la zone euro.

La dette publique française ne se rembourse pas comme une dette privée. Elle est en permanence refinancée par l'émission de nouveaux emprunts. L'enjeu principal n'est donc pas son extinction, mais le coût de son financement et la confiance des marchés.

Le rôle déterminant de la souveraineté monétaire

Depuis l'adoption de l'euro, la France ne contrôle plus sa monnaie. Cette compétence est exercée par la Banque centrale européenne. En conséquence, l'État dépend des marchés financiers pour se financer et de la B.C.E. pour éviter les tensions de liquidité. Cette situation limite la souveraineté budgétaire nationale par rapport à un État disposant de sa propre monnaie.

Une soutenabilité sous conditions

La dette française est actuellement jugée soutenable, notamment grâce à la stabilité des taux et au rôle de la Banque centrale européenne. Toutefois, cet équilibre repose sur des facteurs fragiles tels qu'une croissance faible, des déficits persistants et une dépendance aux marchés financiers.

Une contrainte budgétaire multi-niveaux

En fait, les finances publiques sont encadrées par trois forces principales : les marchés obligataires, la Banque centrale européenne, les règles budgétaires européennes. Ces éléments réduisent les marges de manœuvre nationales en matière de politique économique.

Une question de souveraineté économique

Au-delà du niveau d'endettement, la question centrale concerne la capacité des États à décider librement de leur politique budgétaire dans un cadre monétaire partagé. La dette devient ainsi un indicateur des limites et des contraintes de souveraineté au sein de la zone euro. Un dossier qui fera débat à la prochaine présidentielle et aux législatives de 2027 et sur lequel nous reviendrons !



**Joël-Pierre
CHEVREUX**

Président des écologistes
du Trèfle

Contact presse : 06 03 22 35 44

Le Trèfle a cofondé **La France Naturellement**
aux côtés de France Écologie
et des Universalistes

LA FRANCE
naturellement